

Quel récit collectif ?

Christophe Mincke

Depuis quelques mois, Donald Trump fait figure d'épouvantail politique. Aux États-Unis, on ne compte plus les heures de reportages, de commentaires horrifiés, de microtrottoirs consternants, de moqueries diverses et d'appels au vote pour faire barrage au scandaleux milliardaire. Dans le monde entier, les commentaires narquois cèdent progressivement la place à l'inquiétude : cet homme-là pourrait-il être un jour à la tête de la « première puissance mondiale » ? Un grand mur de séparation d'avec le Mexique sera-t-il construit ? Les musulmans vont-ils être déclarés *persona non grata* sur le territoire américain ? Le Obamacare sera-t-il démantelé ? Telles sont les questions lancinantes, soulevées par la perspective de l'accession au pouvoir de l'homme à la mèche jaune.

Il semble cependant qu'il faille relativiser l'importance des élucubrations de Donald Trump, ce qui n'est pas nécessairement une bonne nouvelle. En effet, si l'action d'un homme politique importe et si son programme augure de ce qu'il tentera de réaliser, on ne peut manquer de constater qu'un hiatus sépare les discours de campagne de la direction effectivement suivie ensuite. Un hiatus énorme.

Qu'ont réalisé de leurs promesses ceux qui promettaient la fermeture de Guantanamo, l'inversion de la courbe du chô-

mage, la résistance aux attaques austéritaires de la Troïka ou la sortie de la crise immobilière espagnole ? Bien moins qu'espéré et, souvent, celui qu'on portait au pouvoir comme l'homme providentiel s'avère bien empêtré dans son costume trop grand. Dans le cas de Donald Trump, la logique profératoire qui est la sienne, consistant à créer le scandale à coup de déclarations absurdes, doit nous inciter à la circonspection.

Ses projets sont sans aucun doute problématiques, mais il n'est pas certain qu'ils doivent retenir toute notre attention. N'avons-nous pas tort, en effet, de penser qu'une élection vise à porter au pouvoir un sauveur, capable de mobiliser les forces étatiques pour nous sauver ? Ne devrions-nous pas davantage considérer que rien ne se fait sans le concours d'une large partie de la société et que, dans ce cadre, le représentant politique doit autant être l'incarnation d'un récit collectif qu'un gestionnaire habile ? Il est bien entendu loin d'être le seul à pouvoir incarner ce discours et proposer une vision, mais celle-ci est nécessaire : la politique ne peut se limiter à l'énumération de dizaines de mesures pragmatiques dont il serait compréhensible et que chacun évaluera à l'aune de ses gains et pertes personnelles.

Ce rôle, le mandataire ou le candidat le joue déjà du simple fait de son accès aux médias. Qu'il s'agisse de regretter une

identité perdue, de désigner des boucs émissaires à la vindicte collective, de faire du chômage la menace suprême, de se figurer en garant d'une éthique politique démocratique ou de se rêver communauté solidaire, son discours aide à définir les contours d'un projet commun, d'une vision de la collectivité appelée à peser sur le comportement d'innombrables acteurs sociaux¹. Y sommes-nous assez vigilants ?

À cet égard, on peut craindre que Donald Trump ait déjà causé une bonne part du mal dont il est capable. Usant du porte-voix médiatique qui lui est constamment tendu, il a rabaisé les femmes, stigmatisé les musulmans, les Juifs² et les Latinos, insulté ses adversaires, promu les armes et incarné un rêve de « beaufitude » décomplexée et d'agressivité imbécile. Ce faisant, il a à la fois capitalisé sur une évolution délétère du « débat » public et travaillé à repousser les limites de l'odieux. Il a ainsi accru la légitimité d'une voie pavée de vulgarité, de bêtise et de haine. Qu'il devienne président des États-Unis ou pas, ce mal est fait : il a fait reculer les limites du dicible, ouvrant la voie à d'autres, pires encore, qui ne manqueront pas de tenter de le surpasser.

Il n'est bien entendu pas le seul. Ni le premier. Il n'est que de voir la terrible banalisation, en Europe, de discours stigmatisants et odieux, dénonçant sans cesse les paresseux, les fraudeurs sociaux, les exclus, les non-intégrés, les réfugiés, bref, faisant du faible un danger plutôt que l'objet de notre sollicitude. Des choses peuvent se dire aujourd'hui qui, non seulement ne peuvent fonder que des politiques imbéciles, mais présagent en outre de futures dérives,

pires encore, non seulement dans les discours, mais également dans les comportements quotidiens de la population.

Car il ne faut pas oublier ce dont nous avons été capables par le passé. Qui se souvient de ce qu'on a pu dire des Juifs et des Tziganes ? des homosexuels ? des femmes ? Qui se rappelle du niveau d'invective autrefois pratiqué à l'égard des « Boches », des « Ritals » ou des « Bougnoules » ? Qui ne voit que, si les cibles peuvent changer — même s'il en est de quasi éternelles, comme les Juifs — les logiques demeurent ? Qui peut feindre d'ignorer où cela nous mène ?

L'argument selon lequel, aujourd'hui, il faut être réaliste et abandonner ses rêves de « Bisounours » d'un monde harmonieux et solidaire, qu'il faut se résoudre à agir agressivement dans un monde chaque jour plus compétitif n'est ici pas valable. Pas davantage, n'est l'idée que le politique ne devrait être qu'un comptable tenu à une bonne gestion, hors de toute idéologie, sans a priori ni tabous. En effet, gérer la chose publique revient à poser des choix et donc, nécessairement, à engager des valeurs. Il ne s'agit pas seulement de penser des politiques publiques différentes, de mettre en œuvre une action étatique plus ou moins réaliste ou de se débattre dans la grande compétition mondiale. Il s'agit de prendre la parole au nom de la société, d'énoncer des valeurs, d'écrire un récit qui indique quelle voie nous cherchons à suivre, de développer une vision collective et fédératrice. En un mot, il est ici question de notre collectivité en tant qu'entité morale — oui, morale — se reconnaissant en certains principes et les tenant pour contraignants à son égard. Il s'agit ainsi de continuer de voir, par exemple, dans le défavorisé un être humain dont la condition nous émeut et, de ce fait, nous meut vers lui, plutôt que comme un en-

1|À ce sujet, voyez Christophe Mincke et Baptiste Campion, « Le FN pose-t-il les bonnes questions ? », *La Revue nouvelle*, n° 5/2015.

2|Avant un pathétique rétropédalage.

nemi à éliminer, d'une manière ou d'une autre. Il s'agit aussi de voir dans ce défavorisé l'effet de causes collectives et, partant, un appel à interroger nos sociétés et leur responsabilité. Il faut encore accepter de renoncer aux explications simplistes paralysant l'action en faisant croire que tous nos soucis découlent d'une cause unique tenant à la culture, à la religion, au déficit public, etc.

Tout cela pèse donc sur notre personnel politique ? Certes, comme sur chacun d'entre nous. Nos « responsables politiques » ne sont pas des responsables exclusifs. Ils agissent et parlent au sein d'une société. Leur position, cependant, les contraint à répondre davantage que le commun des mortels des directions que prend la collectivité.

Ainsi, nombreux sont ceux qui ont raillé Justin Trudeau, Premier ministre canadien qui accueillit en personne des réfugiés syriens, les assurant de la parfaite solidarité de son peuple, qui se rendit auprès des Sikhs, dans le respect de leurs coutumes, pour leur dire son regret des injustices terribles qu'ils subirent du fait des Canadiens. Certes, ça ne mange pas de pain. Non, ça ne changera pas la face du monde. Ça change celle du Canada en tant que collectivité politique.

Car voilà que de nombreux Canadiens reconnaissent en ces réfugiés syriens les victimes d'un sort terrible, se mobilisent, aident et accueillent. Et voilà que, lorsque de terribles incendies ruinent la vie de milliers de Canadiens, ces mêmes réfugiés, en retour, leur témoignent leur solidarité. Ce n'est rien ? C'est tout, au contraire.

Bien sûr, des élans de solidarité se sont donnés à voir dans bien des endroits. La population allemande a fait preuve de beaucoup de générosité vis-à-vis des réfugiés, le parc Maximilien a montré de quoi nous étions capables pour soulager la misère d'autrui et l'attitude de la population de Lampedusa ou de Lesbos est un exemple pour chacun. Mais le soutien de la classe politique, l'élaboration, avec eux et non contre eux, d'un discours collectif positif n'est pas à négliger. La cohérence de vues et de projets entre la population et ses représentants et la fidélité de la classe politique aux principes fondamentaux de nos régimes politiques sont de forts atouts dans la lutte contre les égoïsmes, la bêtise, la haine et la désagrégation de nos sociétés.

Car une société qui se reconnaît dans un récit tissé de solidarité et de valeurs humaines plutôt que de compétition et de dureté aura à cœur de respecter des principes positifs et de se comporter conformément à la haute opinion qu'elle se fait d'elle-même. Non pas une hauteur faite de mépris et de morgue, mais, au contraire, une hauteur à la mesure de celle des valeurs qu'elle s'impose et dont elle tâche de se montrer digne. Une hauteur qui, avant tout, oblige celui qui s'en réclame.

Cette société-là est bien plus solide, bien plus résiliente que celle qui, se vivant comme une nation pure et assiégée, se pense à l'abri des murailles qu'elle rehausse chaque jour. Nous avons tendance à exiger des actes des politiques, mais ne devrions-nous pas commencer par exiger d'eux des paroles ?